
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 17

Bill No. 17

Loi sur la refonte des lois

An Act respecting the consolidation of
the statutes

Première lecture

First reading

M. LEVESQUE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi vise à instaurer un organisme ayant pour mandat de procéder à la refonte des lois du Québec.

La section I (articles 1 à 5) établit la Commission de refonte des lois dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf le greffier en loi de la Législature.

La section II (articles 6 à 10) précise le mandat de la Commission, qui refondra les lois adoptées jusqu'au 31 décembre 1975 (article 6). La Commission pourra préparer un supplément aux Lois refondues pour les lois adoptées depuis le 1^{er} janvier 1976 jusqu'au jour où les Lois refondues auront force de loi (article 7).

La section III (articles 11 à 20) traite des Lois refondues. Aussitôt les travaux terminés, l'Éditeur officiel verra à l'impression des Lois refondues (article 11). L'exemplaire des Lois refondues, transmis au lieutenant-gouverneur (article 12), constituera l'original de ces lois (article 13) et le lieutenant-gouverneur en fixera la date d'entrée en vigueur (article 15).

La section IV (articles 21 à 25) contient des dispositions finales et, entre autres, charge le ministre de la justice de l'application de la loi.

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to create a body which will have the mandate to consolidate the statutes of Québec.

Division I (sections 1 to 5) establishes the Commission de refonte des lois and states that the members of such Commission are to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the Law Clerk of the Legislature.

Division II (sections 6 to 10) specifies the mandate of the Commission which is to consolidate and revise the statutes adopted to 31 December 1975 (section 6). The Commission will be empowered to prepare a supplement to the Revised Statutes to compile the statutes adopted from 1 January 1976 to the day the Revised Statutes have force of law (section 7).

Division III (sections 11 to 20) deals with the Revised Statutes. On completion of the work of revision, the Official Publisher will see to the printing of the Revised Statutes (section 11). The copy of the Revised Statutes presented to the Lieutenant-Governor (section 12) will constitute the original of such statutes (section 13). The Lieutenant-Governor will fix the date of the coming into force of the Revised Statutes (section 15).

Division IV (sections 21 to 25) contains the final provisions and, in particular, entrusts the Minister of Justice with the application of the act.

Projet de loi n° 17

Loi sur la refonte des lois

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

SECTION I

LA COMMISSION DE REFONTE DES LOIS

1. Un organisme, ci-après appelé « la Commission », est constitué sous le nom de « Commission de refonte des lois ».

2. La Commission est formée d'un légiste du ministère de la justice, assisté du greffier en loi de la Législature, d'un représentant de l'Éditeur officiel du Québec et de trois autres membres.

Les membres de la Commission, sauf le greffier en loi, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

[[**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement et les conditions de travail ou, selon le cas, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun des membres de la Commission.]]

4. Le ministre de la justice nomme le personnel de la Commission en nombre suffisant pour mener à bonne fin le mandat de la Commission.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les barèmes suivant lesquels ce personnel est rémunéré, ainsi que ses conditions de travail.

Bill No. 17

An Act respecting the consolidation of the statutes

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

THE COMMISSION DE REFONTE DES LOIS

1. A body, hereinafter called "the Commission", is established under the name of "Commission de refonte des lois".

2. The Commission shall be composed of a law officer of the Department of Justice assisted by the Law Clerk of the Legislature, a representative of the Québec Official Publisher and three other members.

The members of the Commission, except the Law Clerk, shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

[[**3.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary and conditions of employment or, as the case may be, the additional salary, fees or allowances of each member of the Commission.]]

4. The Minister of Justice shall appoint personnel to the Commission in sufficient numbers to enable the Commission to carry out its mandate.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the scales of remuneration of such personnel and their conditions of employment.

5. La Commission, avec l'autorisation du ministre de la justice, peut recourir aux services de spécialistes à titre de conseils dans l'exercice de son mandat.

5. The Commission, in carrying out its mandate, may retain expert consultants with the authorization of the Minister of Justice.

SECTION II

MANDAT DE LA COMMISSION

6. La Commission a pour mandat de refondre les lois, votées jusqu'au 31 décembre 1975, qui ont un caractère général et permanent, sauf le Code civil et le Code municipal, ainsi que celles à caractère local ou temporaire et d'utilisation courante désignées par le ministre de la justice.

7. La Commission pourra également préparer un supplément aux Lois refondues comprenant, sous forme de modifications ou d'additions aux Lois refondues, les lois votées entre le 1^{er} janvier 1976 et la date où les Lois refondues auront force de loi conformément à l'article 15.

Les dispositions de la présente loi concernant les Lois refondues s'appliquent, en faisant les changements nécessaires, à ce supplément.

8. Dans l'exécution de son mandat, la Commission, en respectant l'intention du législateur, peut notamment :

a) effectuer les changements de phraseologie qu'exige l'uniformité de l'expression; et

b) corriger les erreurs de transcription ou de typographie.

La Commission doit refondre les lois de manière que la refonte des lois puisse être permanente et s'effectuer annuellement.

Elle doit également refondre les lois en utilisant la nomenclature alphanumérique, sauf pour les lois rapportées dans le supplément aux Lois refondues.

9. La Commission, pour mener à bonne fin l'exécution de son mandat, peut requérir des ministères et organismes du gouvernement, ainsi que de l'Assemblée nationale, tout renseignement ou document que

DIVISION II

MANDATE OF THE COMMISSION

6. The Commission has the mandate to consolidate the statutes enacted to 31 December 1975, with the exception of the Civil Code and the Municipal Code, having a general and permanent nature, as well as the statutes indicated by the Minister of Justice having a local or provisional nature and currently in use.

7. The Commission may also prepare a supplement to the Revised Statutes comprising, as amendments or additions to the Revised Statutes, any statute enacted between 1 January 1976 and the date the Revised Statutes have force of law in accordance with section 15.

Every provision of this act concerning the Revised Statutes applies to such supplement, with the necessary changes.

8. In the carrying out of its mandate, the Commission, while respecting the intention of the legislator, may, in particular:

(a) make such changes of wording as necessary to obtain a uniform mode of expression; and

(b) correct clerical or typographical errors.

The Commission shall consolidate the statutes in such a manner as to allow the consolidation to be permanent and to be brought up to date annually.

In addition, the alphanumerical nomenclature is to be used in the consolidation of the statutes, except for the statutes contained in the supplement to the Revised Statutes.

9. For the proper carrying out of its mandate, the Commission may require from the departments and bodies of the government and from the National Assembly any information or document

leur loi organique n'interdit pas de communiquer.

10. La Commission doit soumettre au ministre de la justice le résultat de ses travaux au plus tard le 1^{er} septembre 1977 sauf le supplément aux Lois refondues, la table de concordance, la table des matières et l'index aux Lois refondues, lesquels seront soumis le 31 décembre 1977 ou à toute autre date fixée par le ministre.

SECTION III

LES LOIS REFONDUES

11. Dès la fin des travaux de la Commission, l'Éditeur officiel du Québec doit compléter, dans les plus brefs délais, l'impression d'une édition reliée et d'une édition feuillets mobiles des Lois refondues, avec un tableau des lois ou des dispositions de lois qui seront abrogées à compter de la date où les Lois refondues auront force de loi.

L'Éditeur officiel devra également imprimer la table de concordance, la table des matières et l'index aux Lois refondues.

12. Aussitôt terminée l'impression des Lois refondues, un exemplaire de chaque édition sera transmis au lieutenant-gouverneur, attesté par sa signature et celle du ministre de la justice, puis déposé au bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale.

13. Cet exemplaire constituera l'original des Lois refondues.

14. Les notes descriptives, les renvois aux dispositions antérieures à la fin des articles, la table des matières, la table de concordance et l'index ne feront pas partie des Lois refondues, mais ils seront considérés comme ayant été insérés pour faciliter la recherche.

15. Après le dépôt de cet exemplaire, le lieutenant-gouverneur fixera, par proclamation, la date à compter de laquelle le texte aura force de loi sous la désignation de « Lois refondues du Québec, 1975 ».

which they are not forbidden to disclose under their acts of constitution.

10. The Commission must submit the results of its work to the Minister of Justice not later than 1 September 1977 with the exception of the supplement to the Revised Statutes, the concordance table, the table of contents and the index to the Revised Statutes, which shall be submitted on 31 December 1977 or on any other date fixed by the Minister.

DIVISION III

REVISED STATUTES

11. Upon completion of the work of the Commission, the Québec Official Publisher shall, with the shortest possible delay, complete the printing of a bound edition and a loose leaf edition of the Revised Statutes together with a table of such statutes or provisions thereof as are repealed from the date the Revised Statutes have force of law.

The Quebec Official Publisher shall also print the concordance table, the table of contents and the index to the Revised Statutes.

12. Upon completion of the printing of the Revised Statutes, a copy of the edition in both forms shall be sent to the Lieutenant-Governor, attested by his signature and that of the Minister of Justice and deposited in the office of the Secretary of the National Assembly.

13. Such copy shall be the original of the Revised Statutes.

14. The marginal notes, the references to former provisions at the end of sections, the table of contents, the concordance table and the index will not form part of the Revised Statutes but are to be considered as additions to facilitate reference.

15. After the deposit of such copy, the Lieutenant-Governor, by proclamation, shall fix the date from which the text is to have force of law under the name of "Revised Statutes of Québec, 1975".

16. La citation d'une loi rapportée dans les Lois refondues peut se faire par l'indication du chapitre, précédé des mots « Lois refondues, 1975 » ou des abréviations « L.R.Q., 1975 », et, le cas échéant, suivi du mot « supplément » ou de l'abréviation « supp. ».

La citation peut également se faire par la mention de l'intitulé du chapitre.

17. Dès l'entrée en vigueur des Lois refondues, les lois ou dispositions de lois mentionnées comme abrogées dans une annexe seront tenues pour abrogées dans la mesure y indiquée.

18. Un renvoi à une loi ou à l'une de ses dispositions ainsi abrogée sera, après l'entrée en vigueur des Lois refondues, un renvoi aux dispositions correspondantes des Lois refondues.

19. Les Lois refondues ne feront pas office de lois nouvelles mais seront interprétées et auront force de loi à titre de refonte des lois qu'elles remplaceront.

Toutefois, en cas de différence entre les Lois refondues et les lois ou dispositions de lois que remplacent les Lois refondues, les Lois refondues prévaudront sur les lois remplacées pour tout événement survenu à compter de la date où les Lois refondues auront force de loi conformément à l'article 15, mais les lois remplacées prévaudront sur les Lois refondues pour tout événement survenu avant cette date.

20. Le supplément aux Lois refondues est réputé faire partie des Lois refondues et la citation d'une loi faite conformément à l'article 16 inclut les modifications comprises dans le supplément.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINALES

21. Après le dépôt visé dans l'article 12 et tant que les Lois refondues n'auront pas force de loi, un renvoi prévu par une loi votée après ce dépôt à l'une de leurs dispositions sera considéré comme un ren-

16. A statute contained in the Revised Statutes may be cited by indicating the number of the chapter, preceded by the words "Revised Statutes, 1975, chapter" or by the abbreviation "R.S.Q., 1975, chapter", followed by the word "supplement" or the abbreviation "supp.", where that is the case.

Such a statute may also be cited by giving the title of the chapter.

17. From the coming into force of the Revised Statutes, any statute or provision of a statute listed as repealed in a schedule shall be considered repealed to the extent indicated therein.

18. Any reference to a statute or a provision of a statute so repealed is, from the coming into force of the Revised Statutes, a reference to the corresponding provision of the Revised Statutes.

19. The Revised Statutes shall not be construed as new statutes but shall be interpreted and have force of law as a consolidation of the statutes they replace.

However, in any case of divergence between the Revised Statutes and a statute or a provision of a statute replaced by the Revised Statutes, the Revised Statutes prevail over the replaced statute in respect of every event which occurs from the date the Revised Statutes have force of law in accordance with section 15, but the replaced statute prevails over the Revised Statutes in respect of any event which occurs before such date.

20. The supplement to the Revised Statutes is deemed to form part of the Revised Statutes and any reference to any statute made in accordance with section 16 includes the amendments appearing in the supplement.

DIVISION IV

FINAL PROVISIONS

21. After the deposit referred to in section 12 and until the Revised Statutes have force of law, any reference made in a statute adopted after such deposit to any disposition of the Revised Statutes is

voilà la disposition correspondante des lois qu'elles remplacent.

Il en sera de même pour une modification ou une abrogation.

22. Les dispositions législatives relatives à la distribution des lois ne s'appliqueront pas à la distribution des Lois refondues, laquelle sera faite en la manière et suivant les modalités prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil.

23. La présente loi sera imprimée avec les Lois refondues et soumise aux mêmes règles d'interprétation.

[[**24.** Les dépenses requises pour l'application de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu.]]

25. Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente loi.

26. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

deemed a reference to the corresponding provision of the statute replaced by the Revised Statutes.

The same applies to an amendment or a repeal.

22. The legislative provisions concerning the distribution of the statutes do not apply to the distribution of the Revised Statutes, which shall be carried out in the manner and on the terms and conditions prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

23. This act shall be included with the Revised Statutes and is subject to the same rules of interpretation.

[[**24.** The expenditures incurred for the application of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.]]

25. The Minister of Justice is entrusted with the application of this act.

26. This act shall come into force on the day of its sanction.